

**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | **BUDG-E-3** |
| **Chef d’unité :**  **Adresse e-mail :**  **Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles:**  **Prise de fonction souhaitée :**  **Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | **Christian Engelen**  [**Christian.engelen@ec.europa.eu**](mailto:Christian.engelen@ec.europa.eu)  **1**  **4ème trimestre 2022[[1]](#footnote-1)**  **2 ans1**  □ **Bruxelles ☒** **Luxembourg** □ A**utre: ……………..** |
|  | **☒  Avec indemnités** □  **Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**  □**aux pays AELE suivants :**  □ **Islande** □ **Liechtenstein** □ **Norvège** □ **Suisse**  □ **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** □**aux pays tiers suivants:**  □**aux organisations intergouvernementales suivantes:** | |

**1. Nature des fonctions**

Ce poste offre aux experts nationaux dotés d'une expérience en gestion d'opérations financières et en gestion de dette la possibilité de participer à une initiative exigeante, innovante et d'envergure au cœur de la relance européenne post COVID-19.

Pour financer la réponse politique européenne à la crise de la COVID-19 et pour soutenir la reprise économique dans l'Union, la Commission a été mandatée pour mettre en œuvre la gestion de la dette liée l'instrument de relance NextGenerationEU (NGEU). Cette initiative politique prévoit l'émission d'obligations pour un montant pouvant atteindre 800 milliards d'euros, dont environ 100 milliards d'euros de financement à long terme ont été mobilisés grâce à plusieurs transactions réussies depuis juin 2021. La Commission va continuer de construire sur ces premiers succès, en tant qu'émetteur doté d'un volume d'émission annuel compris entre 100 à 150 milliards d'euros au cours des prochaines années. Le produit de ces émissions sera utilisé pour financer des programmes budgétaires européens existants et les plans de relance nationaux, dont une partie sous la forme de prêts.

Au cours des 18 derniers mois, la Commission a établi le cadre opérationnel de la gestion de la dette du NGEU dans le cadre d'une stratégie de financement diversifiée, y compris les structures internes de gouvernance et de gestion des risques qui y sont liées. L'approche de financement de la Commission pour NGEU prévoit l'organisation d'opérations de financement par le biais d'une approche de financement groupé, complétée par une gestion des liquidités spécifique à NGEU. Les fonds sont mobilisés par le biais de différents canaux de financement (transactions syndiquées et adjudications) et en utilisant tous les points de courbe (financement à court et à long terme). Jusqu'à 30 % des fonds seront levés par l'émission d'obligations vertes pour lesquelles la Commission a établi un cadre spécifique (le «cadre des obligations vertes de NextGenerationEU»). La première obligation verte dans le cadre du NGEU a été émise en octobre 2021.

La Commission cherche à compléter son équipe pas un expert national qui pourra apporter une expérience opérationnelle dans la gestion des opérations financières. En particulier, l'expert national sera sélectionné en vue de :

* Renforcer la capacité de la Commission pour une gestion intégrée de la dette et des liquidités dans le cadre de NGEU ;
* Soutenir la gestion et le contrôle des risques pour les opérations de financement, conformément aux politiques de risque définies par le responsable directeur des risques de la Commission ;
* Soutenir la Commission dans le développement du cadre opérationnel de la gestion de la dette du NGEU, par exemple, par le biais d'instruments et de processus supplémentaires pour affiner son approche du financement.

L'expert national assumera d'importantes responsabilités dans son domaine de compétence respectif et sera fortement sollicité pour des conseils stratégiques et opérationnels. L'expert national bénéficiera d'une autonomie considérable et d'une grande marge d'initiative pour atteindre les objectifs convenus, tout en étant pleinement intégré et en travaillant au sein de la structure organisationnelle et de gestion de la direction.

L'expert rejoindra la direction qui effectue les opérations de marché pour le compte du budget de l'Union ("Gestion des risques et des actifs financiers"). Cette direction, dont l'essentiel des activités est situé à Luxembourg, fait partie de la direction générale du Budget de la Commission. En plus des activités d'emprunt et de prêt susmentionnées, cette direction, très active et en pleine expansion, gère également les actifs que la Commission détient au nom de différentes politiques de l'Union, notamment les fonds de garantie pour l'EFSI, InvestEU et la Garantie pour l'Actions Extérieure. Cette direction coordonne également le cadre politique de la Commission pour la gestion et le compte rendu de l'accumulation de passifs éventuels dans le cadre des garanties budgétaires.

**2. Qualifications requises**

**a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

• Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

• Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;

• Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

**b) Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou

- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : économie, finance, droit, gestion et banque. D'autres domaines sont acceptés (mathématiques, physiques, sciences naturelles) dès lors que le(a) candidat(e) peut se prévaloir d'une solide expérience professionnelle en relation avec les marchés financiers.

Expérience professionnelle

Expérience dans la gestion des opérations suivantes :

- Gestion d'actifs financiers ;

- Gestion de la trésorerie et des liquidités ;

- Émission et gestion d'instruments de financement.

- Activité bancaire.

La gestion et le contrôle des risques liés aux opérations financières constitueraient un atout.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Anglais.

**3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidaturesous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>)en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents(tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, …). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

**4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

**5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.B.1. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

**Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, unité HR.B.1, [HR-B1-DPR@ec.europa.eu](mailto:HR-B1-DPR@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

**- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications de sécurité.

1. Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END). [↑](#footnote-ref-1)